

12 milliards d'euros pour les finances publiques

La crise se paiera cher... à retardement

Le vrai problème de Bercy n'est pas tellement de financer son plan anticrise, mais de faire face à la prévisible chute des recettes fiscales.

« On a vu tout d'un coup sortir des milliards pour venir en aide aux banques, c'est-à-dire aux coupables de la crise. Il faut aussi que les victimes de la crise bénéficient du même effort des pouvoirs publics. » Ségolène Royal a du talent pour flairer les mouvements d'humeur de l'opinion. Il y a un an, avant la crise, le Premier ministre expliquait que la France était en faillite. Et voici que des centaines de milliards d'euros de deniers publics sont mobilisés.

Au-delà du sauvetage des banques, l'exécutif a multiplié les plans anticrise, au risque d'ajouter à la confusion. A Annecy, fin octobre, Nicolas Sarkozy s'est vanté auprès des patrons de PME d'injecter 175 milliards dans « l'économie réelle ». Une somme qui correspond à tous les crédits d'investissement (militaire, infrastructure, recherche...) déjà prévus



Nicolas Sarkozy à l'Elysée, le 30 octobre. Son premier volet de relance vise à apporter 320 milliards de liquidités aux banques via la Sfef.

dans les trois prochains budgets! Le lendemain, Laurent Wauquiez, en charge de l'Emploi, évoquait un fonds stratégique de 100 milliards (ce sera finalement 20 milliards). Puis c'est Jean-Louis Borloo qui assimile son Grenelle à un plan de relance de... 440 milliards. « La multiplication d'annonces de dépenses

ne fait qu'accroître l'anxiété des contribuables », déplore le sénateur et ancien ministre délégué au Budget Alain Lambert.

Recours à l'emprunt

Quelle va donc être la vraie facture pour les finances publiques? C'est le plan de sauvetage des banques - 360 milliards - qui constitue le plus gros morceau. De quoi faire grimper la dette publique de 65 à 85% du PIB, soit 20 milliards de charges annuelles supplémentaires aux frais du contribuable. Mais l'addition ne sera pas aussi salée.

Le premier volet du plan vise à apporter 320 milliards de liquidités aux banques, via la Société de financement de l'économie française (Sfef), qui sert de « guichet » : elle se substitue à la banque centrale en devenant prêteur. L'Etat n'étant que minoritaire aux côtés des banques, les fonds empruntés par la Sfef ne seront pas comptabilisés dans la dette publique, et leur coût sera neutralisé par les intérêts payés.

Le second volet consiste à recapitaliser les établissements en mal de fonds propres, jusqu'à 40 milliards. Ces opérations se font via la Société de prises de participation de l'Etat (SPPE) et gonflent, cette fois, la dette publique. La SPPE peut acheter des actions, ce qu'elle a fait pour renflouer Dexia à hauteur de 1 milliard. Elle peut aussi acquérir des titres subordonnés émis par les établissements, tels les 10,5 milliards injectés dans six banques en octobre. Pour cette opération, l'Etat s'est endetté à 4%, puis a prêté les fonds aux banques, moyennant une rémunération de 8%. Cette transaction

doit, en principe, dégager un gain annuel de 400 millions. « Le seul risque pour les finances publiques serait qu'une banque fasse défaut et que l'Etat perde une partie de sa mise », souligne le député Nouveau Centre Charles de Courson.

Au-delà de ce plan, une trentaine de milliards ont été mobilisés grâce à la Caisse des dépôts et consignations (CDC), qui gère un pactole de 220 milliards. Une partie - 17 milliards - sera laissée à la disposition des banques afin de financer les PME; 2 milliards serviront à augmenter les crédits de l'agence de soutien aux PME, Oseo, et 5 milliards seront prêtés aux collectivités locales. Enfin, la CDC a été priée de puiser dans ses fonds 150 millions pour racheter 10 000 logements inachevés et 2 milliards pour investir dans Dexia. Elle est aussi mise à contribution pour le fonds stratégique d'investissement à hauteur de 3 milliards (le même montant que l'Etat). « Attention à ne pas considérer la CDC comme un puits sans fond », avertit Charles de Courson. En 2007, la Caisse avait reversé à l'Etat 2,8 milliards en dividendes et prélèvements. Une manne qui n'existera plus.

D'autres mesures de soutien à l'économie réelle sont prévues, en puisant non dans la Caisse des dépôts, mais dans celle de l'Etat. L'exonération de taxe professionnelle sur les nouveaux investissements coûtera 1 milliard, mais à partir de 2011. Quant au financement de 100 000 emplois aidés, estimé à 250 millions en 2009, le gouvernement piochera dans les crédits de réserve budgétaires.

Hausse des impôts locaux

Le vrai problème à Bercy n'est pas tant de financer les plans anticrise que de faire face à la prévisible dégringolade des recettes fiscales. Faut-il craindre une hausse des impôts? Il n'en est pas question, assure le gouvernement, Premier ministre en tête (lire ci-contre). En revanche, le contribuable peut s'attendre à des surprises du côté des impôts locaux. « Les collectivités locales sont en première ligne pour soutenir le BTP et l'immobilier », estime Philippe Marini, le rapporteur général de la commission des Finances du Sénat.



« L'Etat n'augmentera pas les impôts en 2009 »

« Le seul risque pour les finances publiques serait qu'une banque fasse défaut et que l'Etat perde une partie de sa mise. »

Charles de Courson, député.

Challenges. Les dépenses publiques vont-elles augmenter?

François Fillon. Nous n'avons pas abandonné notre priorité de réduction du déficit public. Les dépenses des ministères ne dérapent pas, elles respecteront la valeur inscrite au budget pour 2009. C'est ce que nous faisons depuis le début de la mandature. En revanche, nous laisserons jouer les stabilisateurs automatiques : nous ne coupons pas les dépenses pour compenser les pertes de recettes liées au ralentissement de l'activité. L'argent mis dans le système bancaire ou dans le fonds stratégique est une autre question, les sommes en jeu ne sont pas des dépenses budgétaires, ce sont des avances que nous comptons récupérer et qui sont rémunérées.

Allez-vous augmenter les impôts? L'Etat n'augmentera pas les impôts en 2009. Nous veillerons par ailleurs avec les partenaires sociaux à ce que les transferts de l'assurance-chômage permettent de contribuer à l'équilibre de l'assurance-vieillesse. Nous avons de bons amortisseurs sur

le marché du travail qui devraient permettre d'éviter une explosion du chômage. Et les impôts locaux? Ils sont déjà élevés, et les collectivités locales devront tenir compte de la fragilité financière des Français.

Le déficit dépassera-t-il les 3% du PIB en 2009, ce seront encore et toujours les générations futures qui paieront la dette...

Etant donné la baisse prévisible des recettes fiscales, il y a fort à parier que les 3% seront dépassés. Pour rester en deçà, il aurait fallu faire des coupes claires, réduire les allègements de charges sociales... C'eût été désastreux. Mais pas question de dérapier et d'aller vers les 4%. Pourquoi ne pas baisser la TVA pour relancer la consommation? Ce genre de décision ne peut se faire qu'à l'unanimité des membres de l'Union européenne, et, de toute façon, nous sommes maintenant entrés dans une phase de rapide désinflation dont le pouvoir d'achat profitera. Mais nous n'avons pas renoncé à avancer sur le sujet pour quelques secteurs d'activités, comme la restauration.

12 milliards? Notre calcul

Quelques jours avant la chute de Lehman Brothers, les prévisions du projet de loi de finances étaient les suivantes : une croissance de 1% et un déficit de 2,7% du PIB pour 2008 et 2009. Désormais, Bercy table sur 0,5% de croissance en 2009, et un déficit de 2,9% en 2008 et de 3,1% en 2009. Arithmétiquement, le coût de la crise sera donc de 12 milliards d'euros. Sachant qu'un surcroît de déficit engendre une dette supplémentaire, cela fera grimper d'environ 500 millions les intérêts annuels payés par l'Etat sur ses emprunts. Plus que le contribuable de 2009, ce sont les générations futures qui paieront la crise. Ce dérapage est surtout lié à la chute des recettes fiscales : le rendement de l'impôt

sur les sociétés est affecté par la déprime du secteur financier; les taxes sur le patrimoine des ménages déclinent à cause de l'effondrement des marchés boursier et immobilier. Le trou de la Sécurité sociale va aussi se creuser en raison de la moindre hausse de la masse salariale. Et encore, ces prévisions budgétaires se fondent sur une croissance de 0,5%... trop optimiste aux yeux de Bruxelles. La Commission estime que le PIB stagnera en 2009, faisant plonger le déficit autour des 3,5%. Le sénateur Philippe Marini, rapporteur général du budget, évoque, lui, un scénario noir : le déficit atteindrait 4%, et ce même si l'Etat parvient à remplir ses objectifs de maîtrise des dépenses. Dans ce cas, l'ardoise de la crise dépasserait les 30 milliards.